

# APRÈS LES MANIFESTATIONS MUSULMANES

## Libres opinions NON-VIOLENCE

Par GILBERT CESBRON

**C**ETTE fois, le gâchis est total. Le dernier troupeau innocent, les victimes parquées depuis tant d'années dans des bidonvilles, condamnées aux tâches les plus ingrates et aux salaires les plus bas; ces travailleurs musulmans que, jusqu'à ce qu'ils devinassent un enjeu politique, ni les partis, ni les syndicats, ni les ouvriers eux-mêmes ne défendaient — les Algériens de Paris sont entrés à leur tour dans le cycle de la violence.

Que le F.L.N. les ait ainsi livrés en otages à une police qui l'assassine depuis des mois, cela confond non seulement le cœur mais l'esprit. Pense-t-il avoir manifesté ainsi son désir d'une cohabitation pacifique des deux communautés ? Car c'est un abus de langage que de baptiser « non violente » la manifestation des musulmans. Provoquée, menée, encadrée comme l'on sait, elle ne pouvait tourner au contraire qu'à la violence la plus désordonnée et la plus inégale.

Autre chose que la véritable non-violence qui défie en silence et ne s'estime victorieuse que si elle convainc, et non si elle vainc — que si elle élève, et non si elle réduit, l'adversaire. Cette non-violence, qui fait figure de lâcheté aux yeux des hommes de sang ou mal informés, mais constituée au contraire la plus haute forme du courage. Cette non-violence (qui n'est ni la passivité, ni la désertion, ni même l'objection de conscience) que les gens légers jugent « inefficace » alors que seule, aux Indes, elle est parvenue à délivrer d'un joug militaire et centenaire un peuple de cent millions d'habitants.

Le langage des non-violents, dans le cloaque où nous baignons tous désormais, devrait, je crois, être celui-ci :

« Nous répudions toute violence, d'où elle provienne. Nous dénonçons au même titre les attentats des pistiquiers de l'O.A.S., l'assassinat aveugle et méthodique des agents de police; les consignes du F.L.N. pour une manifestation politique qui ne pouvait — il ne l'ignorait pas — s'achever que dans le sang des innocents; les brutalités ignobles de la répression policière. Et nous réclamons pour l'Algérie la recherche immédiate d'une paix qui ne risque pas d'engendrer de soi-même de nouvelles violences. Elle sera pénible pour tous, coûteuse, fragile. Elle se fera en plusieurs temps. Au point où nous sommes parvenus, il n'existe plus de solution unique, instantanément applicable. Il y faudra sans nul doute des étapes successives, progressives. Que les experts, de part et d'autre, s'y attellent en silence; que les violents, ici et là, se taisent et que tous prennent patience... »

Tel serait le langage de la non-violence. Il rejoint celui des cardinaux et archevêques de France. Et si on le nomme « utopie » au lendemain des grandes manœuvres américaines et de l'explosion criminelle de la « superbombe russe; si on le qualifie de « naïveté », face à ces enfants absurdes qui jouent à se prouver qu'ils sont plus forts l'un que l'autre, je répondrai qu'au contraire cela porte un très beau nom; cela s'appelle l'Espoir.

### Pour une commission d'enquête sur les excès de la répression

Le bureau de l'Association pour la sauvegarde des institutions judiciaires et la défense des libertés individuelles, réuni sous la présidence du bâtonnier Thoiry, en présence de M. le conseiller Roland, « renouvelle la condamnation qu'elle n'a cessé de porter contre les excès en matière de répression policière quels que soient les responsables et quels que soient ceux qui les subissent, Européens ou musulmans.

Il lance un cri d'alarme devant le renouvellement des plaintes qui dénoncent, tant dans la métropole qu'en Algérie, des atteintes multiples au respect de la personne humaine.

Il demande aux pouvoirs publics de désigner une commission d'enquête avec pouvoir d'opérer sans préavis toutes vérifications utiles, de porter à la connaissance de l'opinion publique les excès qui auraient pu être constatés et dont les auteurs devront faire l'objet de sanctions exemplaires.

### Des parlementaires de diverses confessions lancent un appel contre « les manifestations de haine »

Plusieurs parlementaires catholiques, protestants et musulmans, parmi lesquels M. Noël Barrot, député M.R.P. de la Haute-Loire, questeur de l'Assemblée nationale; le pasteur La Gravière, membre du Conseil économique, et M. Chibli, député de Bône (Entente démocratique), ont lancé l'appel suivant :

« Un certain nombre de parlementaires unis par leur foi commune en Dieu et par leur respect profond pour la personne humaine, émus devant certaines manifestations de haine, adressent un appel aux communautés musulmanes et chrétiennes d'Algérie et de France pour qu'au milieu des heures difficiles et décisives que nous traversons tous, réalisent qu'ils sont des hommes créés par un même Dieu et appelés par lui à s'unir dans la charité. »

• A LA SUITE D'UNE ERREUR DE TRANSMISSION nous avons indiqué dans notre précédent numéro que le communiqué de la Fédération protestante concernant les manifestations musulmanes avait été publié avant

### M. Badache est entendu par le juge d'instruction à l'hôpital Broussais

M. Bonnefous, juge d'instruction, qui avait été commis pour informer sur la plainte en tentative d'assassinat déposée par M. Mohamed Badache, assisté de M. Lehmann, s'est rendu samedi à l'hôpital Broussais, pour y entendre le plaignant, dont la trace avait été perdue pendant quelques jours.

M. Badache a relaté qu'il avait été appréhendé le jeudi 19 octobre à son hôtel, rue Mademoiselle, avec d'autres musulmans, qu'il avait assisté à de nombreux sévices infligés aux Nord-Africains par

### QU'EN TERMES...

Le Parisien libéré écrit à propos du cas Mohamed Badache : « Badache ne se trouve nullement en danger. Depuis une semaine il est soigné à l'hôpital Broussais, où des agents l'ont conduit, ayant éprouvé un malaise lors de la vérification de son identité à la porte de Versailles. »

Faut-il s'attendre à notre confrère de n'avoir jamais à subir une aussi prévenante « vérification d'identité ».

des policiers, dans les cars et les commissariats, qu'il avait reçu lui-même, entre autres, un violent coup de pied au bas-ventre et qu'il s'était retrouvé enfin au camp installé au Parc des expositions de la porte de Versailles.

Là, il aurait compté cinq morts. Les blessés furent pansés. Lui-même éprouva un malaise, et son état fut alors jugé de nature à entrainer son hospitalisation.

Au surplus, M. Badache a confirmé, en les précisant, les termes de sa plainte concernant les faits de la nuit du 15 au 16 octobre, au cours de laquelle il déclare avoir été laissé pour mort au bois de Meudon; par des policiers qui lui avaient passé un garrot autour du cou.

La demande d'audience du pasteur Westphal au préfet de police. En réalité c'est après cette demande, mais avant l'audience, que le communiqué a été publié.

## La C.F.T.C. dénonce le « déferlement de violence provoqué par le conflit algérien » et va engager une campagne d'action pour la paix

La C.F.T.C. a, en fin de semaine, tenu un comité national. Elle s'est déclarée prête à soutenir, tout entière, la défense du droit de grève et à réclamer, d'urgence, l'ouverture de « véritables négociations » sur les salaires des entreprises nationalisées. Cependant, la majeure partie de la réunion a été consacrée à des problèmes d'orientation générale.

Les travailleurs chrétiens se déclarent « profondément indignés par les criminelles explosions de haine qui se multiplient en Algérie entre les communautés européennes et musulmanes, ainsi que par la cruauté des méthodes de répression contre les Algériens, en particulier par le comportement d'éléments de la police lors des récentes manifestations dans la région parisienne. »

Ces méthodes et ce comportement « marquent une évolution accélérée dans la voie du racisme et du fascisme ». La C.F.T.C. condamne donc « le déferlement de violence provoqué par le conflit algérien, quels qu'en soient les auteurs, et s'incline avec respect devant toutes ces victimes. (...) La France doit jouer à fond et systématiquement le jeu de la négociation avec la G.P.R.A., représentant de fait de l'incontestable volonté d'indépendance du peuple algérien. »

« Le poids de l'opinion publique étant nécessaire pour faire triompher la paix », la centrale organisera à partir du 1<sup>er</sup> novembre une « large campagne d'information et d'action. »

Dans ce but la C.F.T.C. va porter à la connaissance de ses adhérents un dossier constitué par son union parisienne et qui comporte une trentaine de cas de travailleurs algériens ayant subi les sévices de la police.

D'autre part la C.F.T.C. « exprime l'indignation des travailleurs devant le monstrueux développement des expériences nucléaires dans le monde, et tout particulièrement en U.R.S.S. »

Enfin la centrale se félicite de ses contacts « avec les organisations syndicales libres, ouvrières, universitaires et paysannes, qui font apparaître de réelles possibilités d'un comportement commun dans les circonstances présentes. »

Les récentes déclarations de M. Eugène Descamps, secrétaire général, sur le « désengagement » de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T. ont été équivoques, pour préciser que ce désengagement n'exclut pas l'action commune sur le plan revendicatif ou dans la lutte contre la « subversion antirépublicaine. »

### Un appel énergique des curés des paroisses du XIII<sup>e</sup> arrondissement à propos des sévices infligés aux Nord-Africains

Les curés des paroisses du 13<sup>e</sup> arrondissement ont fait dimanche distribuer un appel intitulé : « Tu respecteras ton prochain », où on lit notamment :

« Aujourd'hui, après les événements du 18 octobre et à la suite de l'appel du cardinal Feltin, nous avons le douloureux devoir d'attirer votre attention et de pousser un cri d'alarme, avec d'autant plus de force que des hommes qui habitent sur notre arrondissement, et dont nous sommes responsables, furent victimes d'odieuses violences : arrestations; répressions brutales; sang versé; internements; refoulements arbitraires; familles en détresse; disparitions troublantes. »

« Les chrétiens — et l'on comprend fort bien que d'aucuns puissent être exaspérés par des attentats et des morts inadmissibles qui les ont endoloris profondément — qui ne réagiraient pas contre ce courant de violence de racisme qui menace de nous entraîner tous, seraient en état de péché (voir déclaration des cardinaux). »

« Nous vous demandons donc un gros effort sur les points suivants : « Faire connaître la déclaration des cardinaux et l'appel du cardinal Feltin; chercher à vous informer sans parti pris; reprendre avec courage tous les jugements rapides, sectaires ou méprisants — les nôtres et ceux des autres. »

« Devant les violences et les injustices d'où qu'elles viennent il convient de ne pas rester spectateurs, et de savoir qu'il arrive un moment où pitié et prière ne suffisent pas. »

« DISTRIBUTEURS DE TRACTS ARRÊTÉS A NEUILLY. — A Neully, dimanche matin, la police a appréhendé dans les jardins de la paroisse Saint-Pierre des jeunes gens, tous des étudiants catholiques, qui distribuaient à la sortie de la messe un tract sur les manifestations algériennes de la semaine passée. Sous le titre : « Que pouvons-nous faire ? » le tract recommandait d'abord d'alerter les familles algériennes désemparées par l'expulsion de leur chef de famille en envoyant de l'argent au père de Codin, 65, avenue Gabriel-Pétri, Saint-Ouen, C.C.P. Paris 1800-85; ensuite d'écrire à M. Peretti, député, maire de Neully, « pour réclamer la constitution d'une commission d'enquête à l'Assemblée nationale afin que les faits dénoncés cessent et ne se renouvelent plus. »

Consulté en privé, le maire de Neully aurait déconseillé la distribution d'un tel tract et rappelé que celle-ci était interdite sur la voie publique. Le curé de Saint-Jean de Neully s'y était formellement opposé. Le curé de Saint-Pierre au contraire avait approuvé l'initiative des étudiants et les avait autorisés à distribuer leurs tracts, à la sortie des messes, dans les jardins d'épierre. En dehors de la messe d'aujourd'hui, « Plus de cent mille tracts furent ainsi diffusés dimanche matin à Saint-Pierre de Neully par vingt-cinq à trente jeunes gens, sans le moindre incident. C'est cependant sur la plainte d'un paroissien que la police est intervenue en fin de matinée, sans l'autorisation du curé, semble-t-il, dans les jardins de l'église Saint-Pierre pour appréhender les distributeurs de tracts. Après un interrogatoire d'identité au commissariat de Neully, ceux-ci ont été relâchés en début de matinée et remis entre les mains de leurs parents. »

« LE CONSEIL MUNICIPAL DE BORMES-LES-MIMOSAS (Var) a voté une motion dans laquelle il assure « pleine et entière confiance et lui témoigne sa profonde sympathie. » On sait que M. Audibert, en tant que président de la cave-coopérative, est accusé d'avoir « moulté » 13 000 hectolitres de vin, qui ont été salés et devront être distillés. »

### Pluie de dous à Paris à Bordeaux et en Moselle

Des dous ont été semés par des innocents dimanche après-midi dans les rues de Paris, de Bordeaux et de plusieurs villes de la Moselle. Bien entendu, partout, de nombreux automobilistes ont eu leurs pneus crevés et la circulation s'en est trouvée considérablement ralentie.

A Paris ces « semailles » ont commencé vers 17 heures sur le côté droit des Champs-Élysées, entre l'Étoile et le Rond-Point. Vers 19 heures elles se sont poursuivies avenue de Neuilly, avenue de la Grande-Armée, sur les quais de la rive droite, boulevard de la Madeleine, place Clichy et même sur l'autoroute du Sud.

A Bordeaux c'est sur la R.N. 10 que les innocents ont opéré.

Plusieurs villes de la Moselle, en particulier Metz, ont subi la même opération. Celle-ci s'est poursuivie au cours de la nuit à Thionville, où lundi matin des centaines d'automobiles se trouvent immobilisées et embouteillent les rues.

On ignore quels sont ces semeurs de dous, car aucun d'eux n'a pu être appréhendé. Toutefois on notera que des « manifestations » de ce genre ont déjà été pratiquées et qu'elles pouvaient être attribuées à l'O.A.S.

### AIR FRANCE

Air France communique à sa clientèle les nouvelles heures d'ouverture de ses Agences à Paris, à partir du lundi 30 octobre :

Agence de l'Aérogare des Invalides, Esplanade des Invalides : 2 rue de Constantine de 7 h 00 à 21 h 00 tous les jours de la semaine.

Agence Elysées : 119 avenue des Champs-Élysées Agence Scribe : 2, rue de la Harpe Agence Poissonnière : 30 rue du Fbg Poissonnière de 8 h 45 à 19 h 00 tous les jours de la semaine sauf dimanche.

AIR FRANCE rappelle par ailleurs que toutes demandes de renseignements et confirmation de place peuvent être effectuées tous les jours de la semaine et à toute heure du jour et de la nuit en téléphonant à BALZAC 70-50 pour les lignes de Métropole, d'Europe et d'Afrique du Nord KELLEMANN 61-61 pour toutes les autres lignes.

## L'ACTUALITÉ POLITIQUE

### ELECTIONS CANTONALES

**M. Charles Spinasse est élu à Eglisets (Corrèze)**

**CORREZE, canton d'Eglisets.**  
Inscr. : 4 386; suff. expr. : 3 168

M. Charles Spinasse, soc. ind., ancien ministre, 2242 voix, élu; Martiné, comm., 645; div. 79

Il s'agissait de remplacer M. Carminet, soc., qui avait été élu au second tour en avril 1958 avec 1 851 voix, contre 1 797 à M. Dely, comm.

M. Spinasse avait été avant guerre député S.F.I.O. de la Corrèze. Ministre de l'économie nationale dans le cabinet de M. Léon Blum en 1936, ministre du budget dans le gouvernement Daladier en 1938, il avait, le 10 juillet 1940, voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Exclu de la S.F.I.O. à la libération, il s'était retiré de la scène politique jusqu'en 1958, où il avait été candidat aux élections législatives.

**MAINE-ET-LOIRE, canton de Cholet-Est (deuxième tour).**  
Inscr., 11 175; suff. expr., 6 428

M. Verger, M.R.P., adjoint au maire de Cholet, 3 034 voix, élu; Chalopin, U.N.R., 2 555; Lesur, mod., 475; Moreau, comm., 363, div., 1.

[Au premier tour M. Verger avait obtenu 2 954 contre 2 404 à M. Chalopin, 769 à M. Lesur et 512 à M. Moreau.]

Il s'agissait de désigner le représentant d'un nouveau canton créé par décret du 10 août dernier.]

### BASSES-PYRÉNÉES, canton de Thèze

Inscr., 2 832; suff. expr., 2 116

M. Barreyrat, ind., 1 053 voix; Jean Laborde, rad., 983; Martiche, comm., 80.

Il y a ballottage.

[Il s'agit de remplacer M. Julien Laborde, rad., décédé, qui avait été élu au premier tour le 20 avril 1958 par 1 236 voix, contre 511 à M. Bourquet, ind., et 140 à M. Labourdet, comm. M. Jean Laborde est le fils du conseiller décédé.]

### Les rapports du P.S.U. et du parti communiste

C'est le 30 octobre que devait avoir lieu entre les représentants du P.S.U. et ceux du parti socialiste une seconde rencontre, qui a été ajournée par décision de la S.F.I.O.

Dans Tribune socialiste, hebdomadaire du P.S.U., M. Gilles Martinet revient sur l'une des raisons qui ont motivé cet ajournement. Il explique que la perspective d'élections a conduit la S.F.I.O. à se réfugier dans un « prudent antirépublicanisme », puis ajoute :

« On nous a souvent demandé au cours de ces dernières semaines — et pas seulement nos interlocuteurs de la S.F.I.O. — si nous écartons l'idée d'un regroupement politique et syndical qui ne comprendrait pas les communistes. »

« Notre réponse a été : tout dépend du contenu et des objectifs de ces regroupements. Nous l'écartons s'il implique le refus de toute action commune avec le P.C. et s'il prolonge ainsi la cassure de la gauche. Nous ne l'écartons pas s'il permet à ce qu'on appelle la gauche non communiste — expression que nous n'aimons pas en raison de sa résonance purement négative — d'aborder avec davantage de poids (et moins de crainte) le nécessaire dialogue avec les communistes. L'expérience du 27 octobre 1960 est à cet égard une expérience très éclairante. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« Notre réponse a été : tout dépend du contenu et des objectifs de ces regroupements. Nous l'écartons s'il implique le refus de toute action commune avec le P.C. et s'il prolonge ainsi la cassure de la gauche. Nous ne l'écartons pas s'il permet à ce qu'on appelle la gauche non communiste — expression que nous n'aimons pas en raison de sa résonance purement négative — d'aborder avec davantage de poids (et moins de crainte) le nécessaire dialogue avec les communistes. L'expérience du 27 octobre 1960 est à cet égard une expérience très éclairante. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

### Le P.C. revendique 23 000 adhérents nouveaux

Dans une déclaration relative à la « campagne de remise des cartes 1962 » qui vient de s'ouvrir, le bureau politique du parti communiste se félicite de la consolidation des effectifs du parti.

Il affirme que vingt-trois mille adhérents nouveaux ont rejoint le parti et souligne que « le nombre de cellules, cellules d'entreprises, rurales et locales, est en progression ».

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

### Le « Courrier du Parlement » envisage des élections générales pour le printemps

Le Courrier du Parlement, qui est l'un des organes de l'U.N.R., consacre son éditorial aux prochaines élections législatives, qu'il considère comme « plus que probables » pour le printemps prochain.

« Nous sommes en état de péché (voir déclaration des cardinaux). »

« Nous vous demandons donc un gros effort sur les points suivants : « Faire connaître la déclaration des cardinaux et l'appel du cardinal Feltin; chercher à vous informer sans parti pris; reprendre avec courage tous les jugements rapides, sectaires ou méprisants — les nôtres et ceux des autres. »

« Devant les violences et les injustices d'où qu'elles viennent il convient de ne pas rester spectateurs, et de savoir qu'il arrive un moment où pitié et prière ne suffisent pas. »

« DISTRIBUTEURS DE TRACTS ARRÊTÉS A NEUILLY. — A Neully, dimanche matin, la police a appréhendé dans les jardins de la paroisse Saint-Pierre des jeunes gens, tous des étudiants catholiques, qui distribuaient à la sortie de la messe un tract sur les manifestations algériennes de la semaine passée. Sous le titre : « Que pouvons-nous faire ? » le tract recommandait d'abord d'alerter les familles algériennes désemparées par l'expulsion de leur chef de famille en envoyant de l'argent au père de Codin, 65, avenue Gabriel-Pétri, Saint-Ouen, C.C.P. Paris 1800-85; ensuite d'écrire à M. Peretti, député, maire de Neully, « pour réclamer la constitution d'une commission d'enquête à l'Assemblée nationale afin que les faits dénoncés cessent et ne se renouvelent plus. »

Consulté en privé, le maire de Neully aurait déconseillé la distribution d'un tel tract et rappelé que celle-ci était interdite sur la voie publique. Le curé de Saint-Jean de Neully s'y était formellement opposé. Le curé de Saint-Pierre au contraire avait approuvé l'initiative des étudiants et les avait autorisés à distribuer leurs tracts, à la sortie des messes, dans les jardins d'épierre. En dehors de la messe d'aujourd'hui, « Plus de cent mille tracts furent ainsi diffusés dimanche matin à Saint-Pierre de Neully par vingt-cinq à trente jeunes gens, sans le moindre incident. C'est cependant sur la plainte d'un paroissien que la police est intervenue en fin de matinée, sans l'autorisation du curé, semble-t-il, dans les jardins de l'église Saint-Pierre pour appréhender les distributeurs de tracts. Après un interrogatoire d'identité au commissariat de Neully, ceux-ci ont été relâchés en début de matinée et remis entre les mains de leurs parents. »

« LE CONSEIL MUNICIPAL DE BORMES-LES-MIMOSAS (Var) a voté une motion dans laquelle il assure « pleine et entière confiance et lui témoigne sa profonde sympathie. » On sait que M. Audibert, en tant que président de la cave-coopérative, est accusé d'avoir « moulté » 13 000 hectolitres de vin, qui ont été salés et devront être distillés. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

« On nous a reproché de révéler à une sorte de « débâchage » permanent de la base communiste. Nos ambitions se situent à un tout autre niveau. Nous critiquons ouvertement la direction du P.C. chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Nous ne cherchons pas cependant à « marquer des points ». Notre préoccupation est d'éviter les impasses et d'ouvrir les voies nouvelles où l'unité pourra peu à peu se refaire. »

## castex = photocopie

**MODÈLE N B**

- reproduction intégrale de tous documents, quelle que soient leur nature et leurs couleurs
- le seul à régulateur électronique de temps de pose

M. A. découpez et envoyez ce bon à

castex 46 RUE SAINT-ANNE, PARIS 2, RIC. 57-58 pour recevoir gratuitement notre documentation

nom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

